

## Parcoursup 2018 s'achève: premier bilan et des pistes d'amélioration

Paris, 20 sept. 2018 (AFP) -

La procédure Parcoursup s'achève vendredi: détracteurs et défenseurs en tirent des bilans diamétralement opposés, mais ce dispositif, qui a bouleversé les règles d'entrée dans l'enseignement supérieur, devrait de toute façon connaître plusieurs ajustements pour l'année prochaine.

Le premier bilanLa phase principale de Parcoursup s'est achevée le 5 septembre et la phase complémentaire, dernière étape, se termine vendredi soir. Les chiffres définitifs sur le nombre de jeunes ayant trouvé une place ou restés sur le carreau seront annoncés mardi. Mais les premières données disponibles donnent lieu à une interprétation radicalement différente par les syndicats étudiants ou enseignants, selon qu'ils ont ou pas soutenu la loi Orientation et réussite des étudiants (ORE) votée au printemps, dont fait partie Parcoursup.

Au 5 septembre, "nous avons 63% d'affectations définitives avec Parcoursup, alors que nous avions 61% dès le premier jour des résultats d'APB", s'agace Hervé Christofol, secrétaire général du Snesup-FSU, syndicat enseignant opposé à la loi ORE et à Parcoursup, qui selon lui introduit de la sélection à l'entrée en fac.

Alors que la ministre Frédérique Vidal avançait le chiffre de "moins de 2.500" bacheliers 2018 sans affectation mi-septembre, M. Christofol s'interroge sur le sort des étudiants en réorientation eux aussi sans place (4.000 le 5 septembre) ou des jeunes qui "ont abandonné" la procédure.

Pour Jimmy Losfeld, président de la Fage, premier syndicat étudiant, qui a soutenu la loi, les chiffres prouvent "une amélioration" du système d'affectation des jeunes dans l'enseignement supérieur, par rapport au dispositif APB en vigueur l'an dernier.

Il cite les 583.000 jeunes qui avaient accepté une proposition au 5 septembre, contre 540.000 il y a un an à la même époque, et rappelle les 31.000 places supplémentaires dans l'enseignement supérieur promises par Frédérique Vidal.

Réintroduire une hiérarchisation?Les jeunes, leurs familles et les enseignants ont tous relevé le niveau de stress pour les jeunes sur liste d'attente, qui ont dû parfois patienter jusqu'à début septembre pour avoir - ou pas - une place.

Cette année, les bacheliers et étudiants en réorientation pouvaient inscrire jusqu'à dix vœux sans les hiérarchiser. A partir de fin mai, lorsque les réponses ont commencé à tomber, les candidats devaient choisir entre deux propositions fermes mais pouvaient conserver tous leurs vœux "en attente". Ce qui a, de fait, entraîné un ralentissement du processus car beaucoup ont conservé jusqu'au bout ces propositions potentielles, qui n'étaient pas du coup réinjectées dans le système.

Frédérique Vidal a exclu un retour à la hiérarchisation des vœux par les candidats en début de procédure, comme c'était le cas avec APB. Cette hiérarchisation précoce introduisait, selon elle, un phénomène d'autocensure. Mais elle a dit "réfléchir" à l'introduction d'une forme de classement, a posteriori.

Plusieurs scénarios sont évoqués par les représentants étudiants et enseignants.

Le jeune pourrait classer les propositions qu'il reçoit. Il devait déjà choisir, cette année, entre deux "oui" mais on peut imaginer qu'il doive désormais classer les réponses où il figure en liste d'attente. Autre possibilité: un classement des vœux par les jeunes lorsqu'ils passent sur la phase complémentaire, faute d'avoir trouvé une affectation sur la phase principale.

Le Snesup-FSU réclame un retour à la hiérarchisation APB, tandis que l'Unef, syndicat étudiant opposé lui aussi à Parcoursup, souhaite une dose de flexibilité.

Le calendrierLa lenteur du processus pendant l'été, outre l'angoisse qu'elle génère chez les jeunes, a posé des difficultés d'organisation aux universités et surtout aux lycées, qui pour certains ne connaissaient pas encore la liste définitive des élèves de classes prépa et de BTS fin août, à quelques jours de la rentrée.

Le SNPDEN, premier syndicat des chefs d'établissement, réclame "un ajustement du calendrier", d'autant que, selon eux, "il ne s'est pas passé grand chose sur la plateforme entre le 20 juillet et le 27 août". La ministre relève,



PAYS :France  
SURFACE :101 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 20 septembre 2018 - Edition Fil Gen

elle, que 25.000 jeunes ont trouvé une place en août.

Autre problème, la difficulté pour un étudiant de trouver un logement fin août ou en septembre lorsqu'il reçoit enfin son affectation et qu'il ne vit pas dans une ville universitaire.

fmp/ito/spe/phc

Afp le 20 sept. 18 à 15 35.